



Conseil économique et social

Distr. générale
18 août 2017
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2018

29 janvier-7 février et 23 février 2018

Rapports quadriennaux pour la période 2013-2016 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs	3
2. Action solidaire pour un développement entretenu à la base	4
3. African Artists for Development	5
4. African Women's Association	7
5. Agence internationale pour le développement	8
6. Amis des étrangers au Togo	9
7. Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée	11
8. Association d'aide à l'éducation de l'enfant handicapé	13
9. Association internationale des Médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé en Afrique	14
10. Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant	16
11. Association of African Women for Research and Development	18

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Association points-cœur	19
13. Association pour l'action sociale et le développement	21
14. Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine	22
15. Association sénégalaise pour la promotion des énergies renouvelables « KokkiEnergie ». . . .	24

1. Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs (AIPD-GL) est une ONG engagée à promouvoir et endiguer les multiples cycles de violence au sein des 14 Etats membres de la Conférence Internationale sur la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement dans la région des Grands Lacs par des actions concertées.

Objectifs

Selon l'article 4 de ses statuts, l'AIPD-GL a pour vocation de rechercher les voies et moyens visant à concilier les impératifs de paix et de développement pour améliorer les conditions de vie des populations de la région des Grands Lacs, à travers des activités socio-économiques en milieux urbains, préurbains et ruraux.

Changements à signaler

L'organisation a adhéré à la Coalition panafricaine pour la paix, la sécurité et l'intégration africaine, une plateforme informelle d'ONG destinée à défendre l'alternance politique en Afrique et à promouvoir la démocratie.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'AIPD-GL coopère avec la société civile Suisse, notamment avec la Plateforme informelle des ONG Suisse sur la région des Grands Lacs, l'Association « Action de Développement Suisse-Afrique », ainsi que le Swissprod qui est une Plateforme industrielle et économique spécialisée dans l'installation d'écoles professionnelles de techniques industrielles de pointe qui sont en cours de réalisation en Angola, Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De janvier 2013 à septembre 2016, l'AIPD-GL a participé à toutes les activités et sessions importantes de l'ONU, notamment sur les droits de l'homme, l'Examen Périodique Universel des Etats, l'environnement, ainsi qu'à toutes les réunions en rapport avec la Conférence Mondiale de Durban contre le Racisme, la Xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La coopération avec l'ONU se fait avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme en République Démocratique du Congo. L'AIPD-GL coopère également avec le Haut-Commissariat aux réfugiés sur la situation des réfugiés en Afrique du Nord.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'AIPD-GL est résolument engagée pour promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les atteintes aux droits de la femme, le viol comme arme de guerre, la restriction de l'espace démocratique, la paix, la sécurité, le respect des libertés individuelles, la santé et l'environnement.

2. Action Solidaire pour un Développement Entretenu à la Base

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Action Solidaire pour un Développement Entretenu à la Base (ASDEB) a obtenu son statut consultatif spécial auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies en 2013. Cette reconnaissance fait suite à ses actions qu'elle ne cesse de déployer depuis sa création en 1996 auprès des populations vulnérables pour améliorer leurs conditions de vie. Ainsi depuis cette reconnaissance, ASDEB n'a sans cesse continué d'œuvrer à renforcer davantage ses acquis et à constamment améliorer ses prestations dans le but de réduire la pauvreté qui touche bon nombre de populations à travers le monde.

Objectifs

ASDEB a pour but de contribuer à la promotion d'un développement global et participatif dans les communautés de base et urbaines. Elle a pour objectifs d'œuvrer en faveur de la protection et la promotion des droits de la femme et de l'enfant; d'œuvrer en faveur de la santé de la femme et de l'enfant, de la prévention du VIH/Sida et des problèmes de santé communautaires en général; d'initier et promouvoir des projets de développement visant à la formation, la création d'emploi et l'intégration socio-économique de la population; de promouvoir des coopératives féminines pour des actions collectives de développement, d'épargne et crédit; de soutenir des projets sociaux, humanitaires, de développement et agropastoraux et de faire exécuter des programmes en faveur de la protection de l'environnement; et de développer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

De façon directe, ASDEB n'a pas pris part aux différents travaux de l'ONU compte tenu du manque de moyens à y prendre part. Toutefois, elle a toujours pris en compte les différentes résolutions issues de ses travaux dans la mise en œuvre des programmes et projets sur le terrain. Les communautés ont été constamment informées des grandes avancées sur les thématiques liées à la pauvreté et aux personnes âgées, ce qui a permis de les enrôler dans des actions communautaires responsables et soutenues dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ASDEB a pris part en 2014 à la 58ème Session de la Commission de la condition de la femme (CSW58) tenue au siège des Nations Unies à New York, Etats-Unis, du 10 au 21 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ASDEB travaille sur les projets mis en œuvre au Togo par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en matière de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST)/VIH/Sida, paludisme et tuberculose, ainsi que les projets liés au développement à la base. ASDEB a également travaillé

avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur l'intensification de la lutte contre les IST/VIH/Sida en milieu rural au Togo durant la période.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

ASDEB a mené plusieurs actions pendant la période quadriennale qui participent pleinement à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement. Il s'agit de projets touchant les femmes, les enfants et les populations en général, détaillés ci-dessous :

- Grâce aux soutiens de son partenaire Orphelin Sida International, soutien de la scolarisation de plus de 250 enfants orphelins du sida au Togo chaque année en payant les frais de scolarité, les fournitures scolaires, le soutien alimentaire et médical d'une valeur de plus de FCFA 15.000.000 par an;
- Grâce au soutien de l'ambassade du Japon au Togo, construction et équipement en matériel médical d'un Centre de Santé aux Populations de Kpémé afin de rapprocher d'elles les soins médicaux et mettre un frein aux pertes en vie humaine pour manque de soins appropriés et surtout pour les femmes enceintes lors des accouchements;
- Programme continu de formation en nouvelles technologies de l'information aux orphelins en qualifiant chaque année 16 jeunes en métier du web dont 8 filles et 8 garçons avec le soutien financier de Orphelin Sida International/ France;
- Campagne continue contre le VIH/Sida et contre les grossesses précoces, le trafic et l'exploitation des enfants. L'organisation œuvre dans le renforcement des capacités des femmes et leur autonomisation et l'emploi des jeunes en accompagnant chaque année une dizaine dans la création de leur microentreprise. Elle accompagne une dizaine de villages dans l'information, le renforcement des capacités participatives et a soutenu la redynamisation de 10 Comités Villageois de Développement prenant en compte l'équité genre, le rôle et les responsabilités des membres.

3. African Artists for Development

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Né en 2009 pour répondre aux objectifs de développement durable (ODD), le fonds de dotation African Artists for Development (AAD) lie projets de développement communautaires et artistes africains contemporains. Il développe, soutient et finance des projets de développement en Afrique subsaharienne en associant à chaque projet l'engagement d'artistes africains contemporains pour former des alliances de progrès capables de générer du développement économique, social et sociétal durable, du mieux-être et du mieux vivre.

Objectifs

L'organisation a pour objectifs de soutenir les initiatives locales de développement en Afrique Sub-saharienne ayant un impact économique, social et sociétal durable via des projets artistiques et culturels; permettre et valoriser la réalisation de créations artistiques contemporaines associées aux initiatives

soutenues par AAD; et créer des synergies de développement par une logique de partenariats avec des institutions internationales et culturelles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le programme « Refugees on the Move » mis en place dès 2011 au Tchad, en République centrafricaine, au Burundi, au Burkina Faso et en République Démocratique du Congo (RDC) emploie la danse comme outil de méditation sociale et culturelle dans des camps de réfugiés. Les chorégraphes mènent les ateliers de danse auprès des réfugiés, réunis autour d'un objectif commun : accéder au bien être personnel et communautaire grâce à la danse. « Township Orchestra » propose des cours de musique aux jeunes issus d'un quartier défavorisé de Cape Town, Afrique du Sud. La musique en groupe est un moyen de remettre ces jeunes dans une logique d'apprentissage. « Opération prévention » et le « Rap du dépistage » lancés en 2009 en RDC participent à la lutte contre le VIH/Sida. La collaboration avec l'association SOS-Sida a donné naissance aux Diamants de Kamituga, bande dessinée intégrant des messages de prévention. 250,000 exemplaires ont été distribués gratuitement, contribuant à la hausse du nombre de dépistages.

Le programme « Les Belles Bibliothèques » contribue à lutter contre l'illettrisme. La première bibliothèque ouverte à Cotonou, Bénin, a accueilli plus de 25,000 lecteurs dès sa première année de fonctionnement.

La réalisation de trois puits dans le cadre de « Women for Water » garantit au village de Makwacha, RDC, un accès constant à l'eau potable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à la 10ème session du « Comité sur les disparitions forcées » (CED), sous l'égide du Haut-Commissariat pour les droits de l'homme aux Nations Unies (OHCHR), pour l'analyse des rapports du Burkina Faso, du Kazakhstan et de la Tunisie, Genève, Suisse, 7-18 mars 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

« Refugees on the Move » décliné dans cinq pays d'Afrique subsaharienne s'effectue dans des camps du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). L'ensemble du processus se fait en étroite collaboration avec l'UNHCR. Dans le cadre des programmes menés en RDC avec l'association SOS-Sida, l'organisation a collaboré avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO) pour le transport des bédés et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour la distribution de kits-scolaires auprès d'enfants atteints du VIH/Sida.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

En réponse à l'ODD 3, AAD a développé trois programmes pour lutter contre le VIH/Sida en RDC – « Opération prévention », « Rap du dépistage » et Les Bulles de Bukavu – en lançant des campagnes de sensibilisation et incitant au dépistage. La première « Belle Bibliothèque » ouverte à Cotonou en 2012 contribue aux ODD 4 et 5 grâce au savoir. « Township Orchestra » contribue à l'ODD 4. « Refugees on the Move » contribue entre autres aux ODD 3 et 5 en travaillant avec les femmes et les hommes de tout âge et de toute communauté de manière collective.

4. African Women's Association

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'African Women's Association (AWA) est une organisation non gouvernementale, reconnue par les Pouvoirs Publics Camerounais et le Conseil Économique et Social des Nations Unies. Fondée au Cameroun, elle a la marque déposée à l'Organisation Panafricaine Intellectuelle (OAPI). Elle a été fondée par un groupe de jeunes femmes africaines visionnaires.

Objectifs

L'organisation a pour objectifs de lutter contre la pauvreté, promouvoir les droits des femmes et des enfants, ainsi que l'autonomisation des jeunes femmes déscolarisées et les groupes de femmes rurales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les contributions au travail des Nations Unies sont aussi préoccupantes qu'obligatoires au sein de l'AWA.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

AWA participe chaque année à la Commission de la condition de la femme à New York, Etats-Unis. Elle participe à tous les événements initiés par les Nations Unies et les organes annexes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AWA collabore avec la majorité des organes du système des Nations Unies: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Bureau International du Travail (BIT), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'AWA organise des Journées de Santé Communautaire annuelles au profit des orphelins et enfants vulnérables ainsi que pour les groupes de familles dépayées. Elle organise également des vacances scolaires dans divers villes et villages du Cameroun.

5. Agence Internationale pour le Développement

Statut consultatif général : 2001

Introduction

L'Agence Internationale pour le Développement (AIDE) est une organisation non gouvernementale d'action humanitaire et d'aide au développement, créée en 1986.

Objectifs

Elle a pour buts d'œuvrer en faveur des personnes démunies sans aucune distinction et de lutter contre toutes formes de discrimination, de mener des actions en faveur du respect des droits de l'homme et de la démocratie, d'apporter une aide alimentaire et vestimentaire aux personnes nécessiteuses et de participer aux campagnes de lutte contre la pauvreté, le racisme et l'exclusion.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'AIDE a organisé les événements parallèles suivants pendant le Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations, Genève, Suisse :

- 24ème session: Women and Children Rights in Conflict Zones, 12 septembre 2013;
- 25ème session: Right to Freedom of Expression and Freedom of Movement, 11 mars 2014;
- 26ème session: Impunity and Human Rights, 20 juin 2014;
- 27ème session: UN Resolutions and Conflicts, 19 septembre 2014; Millennium Development Goals and Human Rights, 17 septembre 2014; Human Rights in the Middle East and North Africa (MENA), 16 septembre 2014;
- 28ème session: Freedom of religion, 15 mars 2015; Right to Education & Freedom of Expression in Conflict Zones, 16 mars 2015; European Commission- Anti Fraud Office's Report, Détournement Massif de l'aide humanitaire, 18 mars 2015;
- 29ème session: Session du Conseil des droits de l'homme intitulée: Impunity: Impact on Women and Children, 26 juin 2015; Impunity: Human rights of refugees and migrants, 25 juin 2015;
- 30ème session: Impunity and Human Rights, 16 septembre 2015;
- 31ème session: Session du Conseil des droits de l'homme intitulée: Freedom of Assembly, 18 mars 2016; Impartiality and Human Rights, 17 mars 2016;
- 32ème session: Session du Conseil des droits de l'homme intitulée: Freedom of Assembly, 18 mars 2016; Evolution du développement et des droits humains au Maroc, 21 juin 2016; Human rights and death penalty, 23 juin 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à toutes les séances plénières du Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'au forum social du Conseil, 1-3 avril 2014, Palais des Nations, Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AIDE coopère avec le Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi qu'avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable AIDE Fédération organise des campagnes annuelles de lutte contre la pauvreté, la précarité et toutes formes de discriminations

De par ses activités, à Paris, France :

- 14,172 familles ont bénéficié de l'aide alimentaire et vestimentaire;
- 823 personnes ont bénéficié d'une formation de base;
- 4,524 personnes ont bénéficié d'une aide pour remplir le formulaire de la déclaration d'impôt;
- 9,321 personnes ont bénéficié d'une aide pour remplir le formulaire d'une demande d'Aide Médicale d'Etat;
- 3,842 personnes ont bénéficié de l'ouverture d'un compte bancaire; et
- 195 personnes ont bénéficié d'une aide pour leur régularisation.

Au Maroc, AIDE Fédération a assuré la distribution de 453 tonnes de denrées alimentaires et vestimentaires, en faveur des familles ou personnes seules en grande précarité. Elle a créé un foyer d'accueil des personnes âgées, ainsi qu'un centre d'accueil de jour des migrants à Rabat Salé, ou elle a pris en charge des immigrés en situation régulière ou irrégulière.

6. Amis des Etrangers au Togo (A.D.E.T.)

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L'Amis des Etrangers au Togo (ADET) a acquis son statut consultatif avec le Conseil Economique et Social des Nations Unies en 2013.

Objectifs

Les domaines d'activité de l'ONG sont le développement social, le développement économique et le développement environnemental - les 3 piliers du développement durable, et la promotion de la femme, avec un champ d'action international.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Amis des Etrangers au Togo fait partie de l'UNWORKTEAM pour l'implémentation des Objectifs de développement durable (ODD). ADET a été invitée à d'éminentes réunions et conférences internationales telles que la 66ème Conférence du Département de l'information des Nations Unies (DPI)/ONG, 30 Mai - 01 Juin 2016. Elle a également été invitée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) au Kenya; l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Ottawa, Canada, le 14 décembre 2016; le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le partenariat Sud-Sud; et le C20 en Turquie, 15-16 Septembre 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ADET a participé à plusieurs réunions des Nations Unies avec présence effective, en ligne ou sur les médias sociaux sur les sujets suivants, entre autres :

- Les institutions multilatérales et leur engagement avec la société civile;
- La réponse au questionnaire sur l'habitat et l'urbanisation;
- La femme et les mutilations génitales;
- L'albinisme et les droits de l'homme;
- La paix, la pauvreté et le développement durable;
- Les journalistes et les droits de l'homme;
- L'éducation aux droits de l'homme;
- La discrimination à l'égard de la femme;
- Les arrestations abusives;
- Le sport et les jeux olympiques;
- La communication digitale et le droit privé;
- La promotion de la démocratie et l'ordre équitable international;
- Les Boko haram;
- L'énergie et le changement climatique;
- Les désastres, la sécurité, les pertes et les destructions;
- La protection de l'environnement;
- L'entreprise et les droits de l'homme;
- Le financement du climat et les réseaux pour les actions climatiques;
- Le rapport sur le développement durable à amender;
- Le financement du développement durable à amender;
- Les ressources naturelles et les droits de réunion et liberté d'association;
- Les travaux de groupe sur « Quelle transition entre les OMD et les Objectifs du Développement Durable »;
- Les structures de suivi et d'évaluation des ODD;
- Le genre, la discrimination à l'égard de la femme;
- Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie;

- Le financement des objectifs du développement;
- La protection de l'environnement;
- La femme et les ODD;
- Les ressources naturelles et les droits de réunion pacifique et la liberté d'association; et
- Questionnaires sur l'engagement citoyen pour le développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Tout au long de l'année 2015, l'ONG a reçu des informations plus pertinentes du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies et a participé activement à la consultation mondiale pour le monde que nous voulons après 2015 avec The World We Want, la Fondation des Nations Unies, le Conseil Economique et Social des Nations Unies, CIVICUS, le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DESA), l'UNESCO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP), le PNUD, et l'Agence française de développement, entre autres.

L'organisation a intégré le réseau de l'énergie renouvelable pour tous : Sustainable Energy for All (SE4ALL). Elle a également intégré le groupe de la Banque mondiale, the Global Alliance for the Rights of Older People (GAROP), DOCIP, Global Age Watch, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Technologies et pratiques pour les petits producteurs agricoles (TECA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Clean Energy Access, Clean Cookstove Alliance, POWER - GEN Africa, BI Intelligence, Loomio, Datashift, Climate reality Leadership Corp, Aspire Foundation, entre autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

7. Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée (ACAMAGE)

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L'Association Camerounaise pour la prise en charge des Personnes Agées (ACAMAGE) encadre les personnes âgées au Cameroun.

Objectifs

Le but de l'organisation est le bien-être et une vie de dignité pour les personnes âgées. Ses objectifs sont le soin des personnes âgées abandonnées, l'éducation et la formation, la promotion de la solidarité intergénérationnelle, les droits et la santé. ACAMAGE préside le Comité de suivi évaluation par les organisations de la société civile au Cameroun du Plan d'Action International de Madrid sur le Vieillissement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a fait une présentation sur la maltraitance des personnes âgées le 28 mai 2013 au Palais des congrès de Yaoundé, Cameroun, et par la suite a lancé le projet de protection des droits des femmes âgées et des veuves. Le 29 mai 2013, elle a effectué un don d'un montant de FCFA 150,000 aux maisons de retraite Simbok et Bethanie; le 20 août 2014, elle a effectué un don en vêtement chauds et nourriture à Bethanie suivi d'une discussion éducative sur l'hygiène.

L'organisation a commémoré les journées internationales des personnes âgées. Dans ce cadre, en 2013 ACAMAGE a organisé une discussion éducative sur la promotion de solidarité intergénérationnelle et une démonstration sur l'utilisation du fichier de compétence des personnes âgées au Palais des congrès de Yaoundé, puis elle a effectué une visite et un don aux femmes âgées de la prison de MFOU. En 2014, l'organisation a tenu un atelier sur la convention sur les droits des personnes âgées à la maison don bosco, Yaoundé. En 2015, une discussion éducative sur les personnes âgées et les objectifs de développement durable a été tenue au Palais des sports de Yaoundé. En 2016, ACAMAGE a effectué une visite à domicile de 20 personnes âgées invalides récupérées dans la rue à Batoufam. L'organisation a commémoré annuellement le 15 juin la journée Internationale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées en vulgarisant sa publication « Combattre la Maltraitance des Personnes Agées ». Acamage Newsletter et « ABC Des Ages » sont des publications qui paraissent 6 et 2 fois par an respectivement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la 4ème session du groupe de travail de l'ONU sur le vieillissement, 12-15 août 2013, et à la 7ème session, 11-15 décembre 2016. Elle a produit des déclarations écrites et orales et a participé activement aux événements parallèles et briefings matinaux.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) pour l'autonomisation et la non-violence aux femmes âgées dans les zones rurales; et le groupe de travail de l'ONU sur le vieillissement sur le projet de la Convention sur les droits des personnes âgées.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'organisation a travaillé entre autres sur les Objectifs de développement durable (ODD) 3 et 4 par le biais de cinq séries de dons et produits alimentaires et trois campagnes de vaccination. L'éducation et la formation se poursuivent par ses publications Acamage Newsletter et « ABC Des Ages ».

8. Association d'Aide à l'Education de l'Enfant Handicapé (AAEEH)

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L'Association d'Aide à l'Education de l'Enfant Handicapé (AAEEH) est une ONG de solidarité internationale qui a pour objet d'œuvrer pour l'éducation des enfants handicapés.

Elle intervient en France et au Cameroun.

Objectifs

L'organisation a pour buts de contribuer à la réalisation de l'éducation pour tous et notamment les enfants handicapés à travers la sensibilisation, le plaidoyer et l'appui multiforme à l'éducation et la scolarisation des enfants handicapés. L'organisation a pour ambition d'œuvrer pour un monde où tous les enfants handicapés accéderont à une éducation de qualité, se maintiendront dans le système scolaire jusqu'à la fin d'un cycle d'étude et acquerront des qualifications et compétences nécessaires pour leur autonomisation.

L'organisation a pour missions de promouvoir le droit à l'éducation pour les enfants handicapés; contribuer à la réalisation de l'éducation de qualité pour tous; et favoriser l'autonomisation des personnes handicapées et notamment les filles handicapées par le biais de l'éducation et la formation.

Changements à signaler

L'organisation s'est affiliée en 2013 au partenariat mondial pour les enfants handicapés (GPc wd) du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour amplifier son action.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités de l'organisation s'inscrivent dans une dynamique d'accès aux droits humains pour les personnes handicapées selon la Convention relative aux droits des personnes handicapées (article 24), la Convention relative aux droits de l'enfant (article 29) et les objectifs de développement durable (ODD 2, 3 et 4). Elles s'inscrivent également dans une dynamique de réduction des inégalités entre filles et garçons dans les systèmes d'éducation et l'autonomisation des femmes par le biais de l'éducation.

L'organisation mène des activités de sensibilisation et plaidoyer en faveur de l'éducation pour les enfants handicapés, de lobbying pour la prise en compte du handicap dans les politiques publiques, d'appui et soutien multiforme à la scolarisation des enfants en situation de handicap et en particulier les filles et d'aide et accompagnement des familles.

Au cours de la période considérée, l'organisation a initié un projet intitulé « Appui à la scolarisation des filles handicapées en Afrique ». Ce projet vise à contribuer à améliorer l'accès et la participation des filles handicapées à l'école primaire. Un projet pilote est en cours de réalisation au Cameroun pour la période 2015-2020. Le projet concerne les filles en situation de handicap, leur famille et la communauté.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a contribué à la préparation du Forum politique de haut niveau en 2016 et s'est prononcée en faveur des droits des personnes handicapées en 2013 en signant les déclarations (endorsement of statements).

L'organisation a participé en tant que panéliste à l'évènement parallèle « Operationalizing the 2030 Agenda for Sustainable Development for Women and Girls with Disabilities » co-organisée par la Division des politiques sociales et du développement social du Département des Affaires Economiques et Sociales (DESA) et l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) au siège des Nations Unies, à l'occasion de la 60ème Commission de la condition de la femme (CSW60), New York, Etats Unis d'Amérique, 14-24 mars 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a participé au 2ème Forum du partenariat mondial pour les enfants handicapés, New York, Etats Unis, 24 septembre 2013, et a contribué à la mise en place des task force de Global Partnership on Children with Disabilities (GPcwd, UNICEF), en 2013. L'organisation a participé et contribué en tant que membre aux activités entreprises par les Task Force Inclusive Education, Early Childhood et Physical Education du GPcwd de l'UNICEF. L'organisation a contribué et participé à l'organisation des journées d'étude et forum internationaux avec le groupe des ONG de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris, France, sur les thèmes de l'alphabétisation, la petite enfance et du rôle des femmes dans la lutte contre la pauvreté. L'organisation a participé à la Conférence internationale des ONG 2014 tenue du 15-17 décembre 2014 et à la Conférence internationale des ONG 2016 tenue du 12-14 décembre 2016 à l'UNESCO, Paris. L'organisation a participé à la 38ème session de la conférence Générale de l'UNESCO qui s'est déroulée en novembre 2015 à l'UNESCO, Paris.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les activités menées par l'organisation au cours de la période considérée se sont focalisées sur l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les objectifs 2 et 3 à travers le plaidoyer, la sensibilisation, la mobilisation et la promotion de l'éducation des personnes en situation de handicap et l'autonomisation des femmes.

9. Association Internationale des Medecins pour la Promotion de l'Education et de la Santé en Afrique

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Association Internationale des Médecins pour la promotion de l'Education et la Santé en Afrique (AIMES-Afrique) est une organisation humanitaire créée le 19 janvier 2005 à Lomé, Togo. Première ONG africaine spécialisée dans les actions médico-chirurgicales humanitaires, elle est présente dans onze pays. Ses domaines d'intervention sont la santé, l'éducation et le développement communautaire.

L'organisation a réalisé déjà plus de 500,000 consultations médicales spécialisées et plus de 40,000 opérations chirurgicales gratuites avec succès en milieu rural, péri-urbain et carcéral pour les couches vulnérables de la population en Afrique. Chaque année, elle réalise entre 1,500 et 2,500 opérations chirurgicales gratuites et entre 15,000 et 25,000 consultations médicales spécialisées.

Objectifs

Le but de l'organisation est de « Cultiver le sens de la responsabilité sociale et de promouvoir le volontariat au sein du corps médical afin de promouvoir la santé et éducation pour tous. Sa vision est « santé et éducation pour tous en Afrique ». Ses objectifs sont de d'assurer les formations et recherches médicales; de réaliser les missions médico-chirurgicales humanitaires gratuites; lutter contre les maladies transmissibles et non transmissibles; promouvoir l'éducation pour la santé à travers les mass média; promouvoir le développement communautaire; et mobiliser les ressources humaines, matérielles et financières.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a mis en œuvre 50 projets contenus dans ses axes stratégiques. Elle a réalisé des formations sur le volontariat au sein du corps médical, sur la médecine humanitaire et les recherches médicales à l'endroit des agents de santé, journalistes, les élus locaux, les agents de santé communautaire et les groupes constitués. AIMES-Afrique a également réalisé des missions médico-chirurgicales humanitaires foraines gratuites en milieu rural, péri-urbain et carcéral. Elle a mis en place un fonds d'aide à la prise en charge des maladies graves mais curables. Elle a réalisé des émissions sur les mass médias et l'émulation en milieu médical, promu l'éducation pour la santé, et effectué des campagnes de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles. L'organisation a lancé un programme de développement communautaire à travers le concept de « 10 Villages de AIMES-Afrique », une mutuelle de santé « MUSA de AIMES-Afrique » ainsi que les activités culturelles et sportives.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

AIMES-Afrique a participé aux journées mondiales de lutte contre les maladies (diabète, hypertension artérielle, lèpre, VIH/SIDA etc.).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation s'est rapprochée du Bureau de Représentation des ONG du Centre d'Accueil - Genève Internationale (CAGI) en vue d'une collaboration pour trouver un siège devant abriter la représentation Suisse de l'organisation et marquer sa présence effective lors des réunions au bureau de l'ONU à Genève, Suisse.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

AIMES- Afrique a initié le projet des « Villages de AIMES-Afrique » dont la vision est la transformation de l'économie rurale dans les villages [objectif du Millénaire pour le développement 1 (OMD 1)]. Elle a construit des bâtiments et cantines scolaires, fait de la sensibilisation en milieu rural sur l'importance de la scolarisation, promu l'excellence en milieu scolaire (OMD 2). Elle a conduit des sensibilisations en milieu rural, péri-urbain et carcéral sur l'importance des

consultations prénatales, les bonnes pratiques en gynécologie et le suivi des mères (OMD 4). Elle a effectué une campagne de sensibilisation et dépistage volontaire sur la lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et les maladies transmissibles et non transmissibles ainsi que plus de 100 missions médico-chirurgicales humanitaires foraines avec près de 100,000 consultations médicales réalisées et plus de 10,000 patients opérés avec succès (OMD 6). Elle a aussi lancé un projet de concours d'assainissement dans les villages, quartiers et écoles (OMD 7).

10. Association Mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Association Mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant (AMSME) est une organisation non gouvernementale apolitique et à but non lucratif reconnue officiellement par l'Etat. Elle a pour mission d'assurer l'appui aux groupes vulnérables et la promotion des droits des femmes et enfants. Elle œuvre entre autres dans le domaine du droit à la santé reproductive, la lutte contre les violences faites aux femmes et enfants, les droits humains et pour un plaidoyer soutenu continuels auprès des décideurs. La mission fondamentale de l'AMSME reste la prise en charge totale des abus liés aux droits des femmes et enfants vulnérables ou en situation de détresse.

Objectifs

L'organisation a pour objectifs de faire jouir toutes les femmes et enfants Mauritaniens de tous leurs droits à la vie, la santé, la protection, l'éducation, l'emploi et la dignité; contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile; contribuer à la lutte contre le VIH /Sida; contribuer à éliminer des violences faites aux femmes et enfants; contribuer à lutter contre les pratiques néfastes à la santé des filles et des femmes; promouvoir les droits des femmes et des enfants; et encourager le leadership et l'autonomisation économique des femmes.

Changements à signaler

En 2016, l'AMSME est passée par une grande phase de réorganisation administrative et financière en se basant sur une évaluation et ses expériences passées. La gouvernance de l'organisation a changé.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant la période quadriennale, l'AMSME a participé principalement aux journées internationales relatives aux droits des femmes et des enfants, à savoir la Journée internationale des femmes, le 8 mars. Lors de cette journée, l'organisation a sensibilisé les femmes autour de la campagne du Secrétaire Général de l'ONU « Tous Unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ». Elle a par la suite organisé des siting pour dénoncer des actes de violences perpétrés envers des femmes en mémoire de l'assassinat d'une petite fille de 8 ans violée et tuée. L'AMSME a enregistré des émissions radio et télévisées sur les violences faites aux femmes. D'autres activités organisées incluent quatre conférences de presse sur la protection des femmes et enfants contre les violences sexuelles, la participation à la célébration annuelle de la journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes. L'organisation participe à la célébration de cette journée par des déclarations qui font référence aux respects des conventions des Nations Unies ratifiées par la Mauritanie et leur harmonisation à la législation nationale. Ces

déclarations annuelles sont largement médiatisées dans la presse nationale et internationale. L'AMSME participe également chaque année aux journées internationales des droits des enfants, le 20 novembre, et la journée de l'enfant africain, le 16 mars. Lors de ces journées, des activités sont organisées avec les enfants en les faisant participer dans des soirées culturelles et artistiques faisant référence au respect de la Convention relative aux droits de l'enfant, à la non-violence, la prévention de la délinquance et du terrorisme, et aux conséquences de la migration.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2014, l'AMSME a coordonné l'élaboration du rapport alternatif des ONG Mauritaniennes sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et par la suite a participé à la 58ème session dans la pré-session devant le comité en juillet 2014. L'AMSME a présidé le groupe des ONG, a lu une déclaration sur les droits des femmes et participé à une réunion avec le comité en présence de la présidente du comité CEDAW. En 2015, l'AMSME a participé à une conférence à Addis Ababa, Ethiopie, sur les financements pour le développement durable, ainsi qu'à la pré-session sur l'Examen Périodique Universel (EPU) à Genève, Suisse. En 2016, l'organisation a participé à la 31ème session du comité des droits de l'homme à Genève par une déclaration sur les droits des femmes et des enfants. Le rapport de la Mauritanie sur l'EPU a été adopté pendant cette session.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AMSME est partenaire des agences de l'ONU présentes en Mauritanie. Elle participe à presque toutes les rencontres dans lesquelles sont impliquées la société civile, de la planification du plan cadre des Nations unies pour le développement aux autres réunions sectorielles. L'organisation a exécuté 30 projets dont 14 ont été financés par les agences des Nations Unies, à savoir le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UN Women), l'Organisation mondiale de la Santé (WHO), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Ces projets ont porté sur la lutte contre les violences basées sur le genre et particulièrement les violences sexuelles, la prise en charge des survivantes, le plaidoyer, la prévention et sensibilisation, le renforcement des capacités et l'amélioration du cadre juridique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les actions de l'AMSME rentrent dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 3, 4, 5 et 6. Dans le cadre de l'OMD 3, elle a géré 7 projets sur la lutte contre les violences sexuelles en Mauritanie et la promotion du leadership féminin ainsi que la promotion de la participation politique des femmes, la vulgarisation de la CEDAW et la levée de la réserve générale, ainsi que l'élaboration d'une initiative de loi sur les violences faites aux femmes et le plaidoyer pour son adoption. Les résultats sont les suivants : 2,000 femmes et filles ont osé dénoncer leurs agresseurs, le taux de femmes parlementaires est passé de 20% à 22% durant ces quatre années, et 20,100 femmes ont bénéficié de sensibilisation sur la CEDAW et connaissent leurs droits.

Concernant sa contribution à l'atteinte de l'OMD 4, l'AMSME a exécuté deux projets, un sur l'identification des enfants porteurs de la fente labio-palatine et

l'autre la sensibilisation sur le mariage précoce. Le premier projet a constitué à la prise en charge chirurgicale, psychologique, orthodontologique et nutritionnelle de 50 enfants porteurs de la fente labio-palatine. Le deuxième projet a constitué à sensibiliser des populations sur le mariage précoce et la prise en charge avec cassation de 20 mariages précoces durant ces quatre années.

En contribution à l'OMD5, l'organisation a mis en œuvre deux projets. Le premier, « accès des femmes aux forfaits obstétricaux », vise à renforcer les capacités du personnel de santé et a créé un pool de communicateurs autour de la question, ainsi que la sensibilisation des femmes sur l'importance du forfait obstétrical dans les zones rurales les plus enclavées et dont le taux de mortalité était le plus élevé. Concernant le projet « améliorer la santé maternelle et néonatale », l'AMSME a consisté à la formation des relais et du personnel de santé et des enseignants en plus du suivi des femmes en grossesse jusqu'à accouchement, la sensibilisation sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME), la planification familiale, le don de sang et l'allaitement maternel.

11. Association of African Women for Research and Development

Statut consultatif spécial: 1985

Introduction

L'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) est une organisation panafricaine, non gouvernementale, créée en 1977 par un groupe de femmes africaines à l'intention des femmes chercheuses, acteurs de développement et décideurs. Elle regroupe près de 1,000 membres répartis dans 20 pays africains et au niveau de la diaspora en Europe et aux Etats Unis. Elle a obtenu le statut du Conseil Economique et Social des Nations Unies en 1985.

Objectifs

Les buts de l'organisation sont d'analyser et transformer les relations de genre et les conditions sociales en Afrique; bâtir un puissant mouvement de femmes africaines alliant les droits humains à la théorie et pratique du développement; et promouvoir la contribution des femmes africaines au développement durable et démocratique. Ses objectifs sont de renforcer les capacités des femmes africaines à entreprendre la recherche et à vulgariser les résultats de ces recherches; assister les décideurs dans la conception et la formulation de politiques centrées sur les besoins des populations et utilisant la perspective genre; et développer des stratégies et instruments de plaidoyer pouvant permettre aux femmes africaines d'accéder aux centres de décisions, de revendiquer leurs droits sociaux et politiques et de contribuer de manière significative au processus démocratique dans leurs pays.

Changements à signaler

L'AFARD a enregistré quatre nouvelles branches nationales en Côte d'Ivoire, Gambie, Libéria et Sierra Léone.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'AFARD a organisé un atelier de partage des conclusions de la recherche sur « Les politiques de l'OMC et leur impact sur les femmes actives dans le secteur de l'agriculture en Afrique ». Elle a conduit une formation sur l'impact des politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords de partenariats économiques (APE) sur les femmes actives dans l'agriculture, organisée à l'intention des membres des plateformes nationales des jeunes chercheurs.

L'AFARD a mené une étude de référence sur « La place et la représentativité des femmes et des jeunes dans les instances de décision en perspective des élections locales de 2014 au Sénégal » et une étude intitulée « Améliorer la participation des femmes et des jeunes dans les instances de décisions décentralisées pour fortifier la démocratie locale et la lutte contre la pauvreté au Sénégal ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'AFARD a participé à la 57ème Session de la Commission de la condition de la femme (CSW 57), 4-15 mars 2013, New York, Etats-Unis. Dans le cadre du Programme des femmes des Nations Unies (UN Women), l'AFARD a conduit une délégation de 22 personnes pour influencer les mécanismes intergouvernementaux qui devaient décider des conclusions finales sur le thème "Renforcer la participation des organisations de femmes en Afrique de l'Ouest." Lors de la 58ème Session de la Commission de la condition de la femme, 10-21 mars 2014, New York, AFARD en partenariat avec l'Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche et le Développement (AFTURD), Genre en Action et le Conseil international d'éducation des adultes (CIEA) a organisé un atelier intitulé : « Regards croisés des disparités de genre dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) : Vues d'Afrique, d'Europe et des Amériques ».

L'AFARD a également participé à un atelier de formation des partenaires d'ONU Femmes sur les règles et les procédures de gestion des projets au bureau d'ONU Femmes, 3-4 juillet 2014, Dakar, Sénégal, ainsi qu'à la Neuvième Conférence régionale africaine sur les femmes (Beijing+20), 17-19 octobre 2014, Addis-Abeba, Ethiopie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

AFARD a coopéré avec les Nations Unies à travers :

- Le partenariat AFARD/ONU Femmes-BRAO pour la mise en place d'un programme intitulé : « Renforcer la participation des organisations de femmes de l'Afrique de l'Ouest à la Commission de la condition de la femme (CSW 57) : par la construction de convergences entre acteurs/actrices »; et
- La participation d'AFARD au Panel de haut niveau sur le lancement pour la région Afrique du rapport d'ONU Femmes sur « le Progrès des femmes dans le monde » organisé le 8 juin 2015 à Dakar, Sénégal.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

12. Association Points-Coeur

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Association Points-Cœur est une ONG catholique internationale. Fondée en 1990 en France, elle est présente aujourd'hui dans 26 pays sur quatre continents. Deux objectifs principaux fondent l'action de l'organisation : l'envoi de jeunes volontaires dans des quartiers défavorisés afin d'atteindre les plus délaissés et la diffusion d'une « culture de compassion », promouvant le rétablissement de

l'homme au centre des préoccupations dans tous les domaines. Son programme d'action s'exprime avant tout par l'écoute, l'accueil et l'amitié gratuite.

Objectifs

Par une approche personnelle, Points-Cœur affronte l'isolement. Sa vision holiste implique de faire un travail de solidarité touchant aux dimensions affectives, matérielles et éducatives de la personne. Ses membres sont encouragés à rétablir la personne au centre de toute activité éducative, artistique, politique, économique, scientifique. Les centres et les lieux de vie – 21 maisons, 2 villages d'accueil, principalement – sont ainsi des espaces ouverts à tous, afin de combattre l'exclusion des plus marginalisés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le but est d'être présent auprès des plus souffrants. Les activités se déclinent sous 3 modes : accueillir, soutenir, accompagner. Ainsi, c'est par la présence et l'écoute que l'association contribue à rétablir la dignité des laissés pour compte. Concrètement, l'accueil d'enfants, la visite de personnes âgées ou hospitalisées, l'organisation de rencontres pour les jeunes, l'implémentation d'équipes sportives, des ateliers de cuisine, le soutien scolaire, etc. occupent les membres de l'association. Par ses activités, Points-Cœur contribue entre autres à l'éducation, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, ainsi qu'au développement. Ces éléments se retrouvent notamment dans les objectifs 1, 3, 4 et 10 des Objectifs de développement durable, visant l'autonomie, l'égalité, la qualité de vie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Points-Cœur s'implique principalement dans 5 domaines : droit à la famille, droit au développement, droit à l'éducation, éducation aux droits de l'homme, droit à la solidarité internationale. C'est surtout autour des sessions du Conseil des droits de l'homme que s'organise le travail de l'association. Membre de divers groupes de travail (working groups), elle contribue au dialogue et à la promotion et la clarification de ces droits par divers événements parallèles et déclarations orales ou écrites (joint statements). Par ailleurs, Points-Cœur suit l'évolution des débats et des prises de décision des divers organes des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Par exemple, Points-Cœur dialogue avec l'experte indépendante pour la solidarité internationale, afin de la soutenir dans ses rapports et son brouillon de déclaration. Un événement se prépare pour la 35ème session du Conseil des droits de l'homme, où elle aura l'occasion de porter son dernier rapport à la connaissance des représentants des Etats, des organisations internationales et de la société civile. En l'occurrence, c'est dans le cadre de son implication dans le Catholic-Inspired NGOs Working Group on the Right to International Solidarity que Points-Cœur s'implique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

13. Association pour l'action sociale et le développement

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

L'Association pour l'action sociale et le développement (ASD) vise à maintenir les mécanismes de solidarité en faveur de la population et est convaincu que chacun doit participer en fonction de ses capacités financières, morales et physiques et doit bénéficier des prestations selon ses besoins. Elle a pour objectif de maintenir pour chacun l'accès à des soins de haute qualité, indépendamment du l'âge, du sexe, de l'état de santé, du niveau de revenu ou sur la base de tout autre critère social, professionnel, religieux ou ethnique.

Objectifs

L'organisation a pour objectifs de promouvoir : l'image et l'épanouissement de la femme, son implication dans la vie civile et sociale, l'entraide et de solidarité, l'assistance et la consolidation de l'esprit de groupe; le développement social urbain ou local des populations par l'éducation, la formation, la culture, le sport, l'encadrement des jeunes orphelins, handicapés et enfants défavorisés, l'insertion sociale, la formation, la médiation culturelle, l'aide médicale et humanitaire; le développement durable par l'encouragement et le financement des micro-projets, les activités du secteur informel, la participation des femmes et des jeunes au développement de leur village, ville et pays, de l'environnement, la lutte contre la délinquance, l'exclusion, les violences, l'illettrisme, le SIDA, la famine, les maladies sexuellement transmissibles (MST) et autres fléaux; et les échanges d'idées et la dynamique de groupe.

Changements à signaler

L'ASD a ouvert une succursale en Europe avec une représentation régionale dans la ville de Limoges, France, avec pour objectif d'étendre les activités de l'organisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association a contribué au travail des Nations Unies grâce aux activités suivantes :

- Contribution au rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2016;
- Participation aux travaux de la société civile sur le rapport final de la Conférence de Paris 2015 sur le climat (COP21);
- Contribution sur le rapport final de la Sixième Session de la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC/COSP6) 2015; et
- Participation au rapport de proposition finale de la société civile à la Treizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (COP-13) en 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ASD a participé aux réunions suivantes :

- La Sixième Session de la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC/COSP6), 2-6 novembre 2015, Saint-Petersbourg, Russie;
- La Conférence de Paris de 2015 sur le climat, 30 novembre - 12 décembre 2015, Bourget, France.
- La Treizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (COP-13), 4-17 décembre 2016, Cancun, Mexique.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ASD a coopéré avec l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) Cameroun pour la Création du centre d'assistance médicale et d'insertion; avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) Cameroun pour l'assistance des jeunes filles victimes de la traite des êtres humains en vue d'une exploitation sexuelle; et le Fonds des Nations Unies pour le développement (PNUD) Cameroun pour le projet d'électrification des communes rurales pour les populations défavorisés de Doumé, Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'association conçoit, développe et organise sur le terrain avec ses partenaires et les populations, deux nouveaux programmes de développement en faveur des femmes, des jeunes et des enfants. Ces programmes sont repartis par thèmes et sont mis en œuvre dans les régions en fonction des moyens, besoins et demandes des bénéficiaires. Les programmes sont détaillés ci-dessous : ENERPRO (Environnement Energie Renouvelable et Propreté) sensibilise les populations à la problématique de l'environnement, des énergies renouvelables (panneaux solaires, éoliennes, etc.), le traitement des déchets et met en place une organisation locale en vue du ramassage des ordures par les habitants, leur tri et leur acheminement vers un digesteur installé en zones périurbaines et rurales qui permet de fabriquer de l'énergie (biogaz). DEVILA (Développement, Entrepreneurat des Initiatives locales et artisanales) porte sur l'aide à la création de très petites entreprises (TPE), le soutien des microprojets et de l'épargne villageoise, l'aide des femmes du secteur informel à développer leur activité à améliorer leur rentabilité et les artisans à promouvoir leurs produits.

L'ASD a également créé un centre d'assistance médicale et d'insertion sociale des femmes et jeunes filles victimes de la traite des êtres humains en vue d'une exploitation sexuelle afin de leur venir en aide et soutenir leur insertion professionnelle. Elle a également mené un projet d'électrification des communes rurales pour les populations défavorisées de Doumé.

14. Association pour la Promotion de la Lutte Contre les Violences faites aux Femmes et la Participation au Développement de la Femme africaine

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L'Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la Femme africaine (LUCOVIFA) est un regroupement de femmes et filles (victimes de violence pour la plupart), en partenariat avec les hommes et les garçons qui œuvrent au quotidien en vue

d'éradiquer toutes les formes de violence dont sont victimes les femmes et les filles sans distinction. Les activités menées pour ce fléau sont préventives, l'accueil-accompagnement des victimes, la dénonciation des auteurs après enquête et la manifestation contre l'impunité de ces auteurs de violences sur les femmes. L'organisation intervient sur tout le territoire national et a une visée africaine d'intervention.

Objectifs

Les activités de l'organisation visent à prévenir les violences, aider les victimes et enfin veiller à la non impunité des auteurs des violences envers les femmes et filles. Les activités préventives visent à toucher les consciences sur les conséquences désastreuses qu'engendre une violence perpétrée sur la femme dans la famille, dans son environnement immédiat et dans la société. Ces activités comprennent la mobilisation des hommes dans les campagnes de sensibilisation; l'éducation des femmes victimes et des femmes exposées aux violences; l'aide à la recherche des informations leur concernant leurs droits fondamentaux, leur autonomie; l'aide à leur formation dans le but de favoriser leur développement humain et l'autonomisation économique; la préparation des futurs mariés qui sont dans le besoin; et la redynamisation des foyers déjà constitués ayant pour résultat la réduction au maximum des violences que subissent les femmes. LUCOVIFA contient également un volet accueil-écoute-protection avec soins si nécessaire et accompagnement des victimes des violences, jusqu'à leur restauration.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué au travail des Nations Unies à travers les activités suivantes :

- La formation et l'aide à l'autonomisation économique de 195 femmes (formation des jeunes filles mères en infographie, appui et suivi des femmes pour le fumage, le braisage de poisson;
- Aide à la scolarisation des jeunes filles des filles mères abandonnées;
- Travaux avec les hommes et les garçons visant à promouvoir l'égalité de genre;
- Multiplication des campagnes de sensibilisation sur différents sujets liés à l'autonomisation de la femme, l'égalité de genre, la promotion de la paix en famille et en société, la scolarisation de la jeune fille, y compris les thèmes des Journées Internationales retenus par les Nations Unies;
- Présentation d'une Clinique socio-juridique aux Journées Portes ouvertes, à l'occasion des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, organisées par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille du Littoral. L'association s'est jointe à la Campagne Orange des Nations Unies, pour oranger le monde en vue d'amener la communauté à mettre fin aux violences;
- Participation aux débats interactifs en ligne organisés par les organes des Nations Unies, ainsi qu'aux déclarations écrites sur différents sujets des Conférences pour le développement Social, la Commission de la condition de la femme, le Désarmement, etc.;

- Participation à la conférence de Yaoundé, Cameroun, en prélude à la Conférence sur Paris sur le climat (COP21), initiée par les Nations Unies sur le Changement Climatique en partenariat avec d'autres organismes en juin 2015, intitulé « Débat citoyen planétaire sur le climat et l'énergie »;
- Production d'une déclaration sur le Changement Climatique, en concertation avec deux autres organisations, intitulée : Appel de Douala sur les Changements Climatique, avec pour sujet «Lutte pour le climat : Semons ensemble les graines de notre avenir », document diffusé en décembre 2015; et
- En tant que membre des Réseaux Camerounais des Droits de l'Homme, l'association a fait des recherches et produit un résultat sur la situation des Droits de l'Homme dans le processus de déguerpissement à Douala, Cameroun, sous forme de point de presse le 17 mars 2016 à l'hôtel Lumière à Douala.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec ONU Femmes à travers la formation en ligne sur l'égalité de genre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les activités de l'organisation sont focalisées sur l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement, à travers l'appui à l'autonomisation des femmes et le soutien au programme de développement plus général à travers les sensibilisations, la mobilisation, la promotion des droits des femmes et la formation.

15. Association Sénégalaise pour la promotion des énergies renouvelables "KokkiEnergie"

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

La pauvreté et la dégradation de l'environnement cohabitent ensemble et chacun de ces phénomènes peut, à tour de rôle devenir la cause de l'autre. Si la population mondiale atteint dix milliards d'humains en 2050 dont près de 2 milliards en Afrique, les demandes et les besoins auront également augmenté. Cet état de fait oblige dès à présent à adopter des pratiques allant dans le sens d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles et d'autre part faire de la lutte contre la pauvreté et la préservation de l'environnement un sacerdoce. L'Association Sénégalaise pour la Promotion des Energies Renouvelables 'KokkiEnergie' a été créée dans ce contexte.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont d'unir les membres animés d'un même idéal pour un vaste réseau d'actions humanitaires de volontariat pour lutter contre la pauvreté au Sénégal et dans le monde; encourager l'utilisation des énergies renouvelables dans tous les secteurs de développement; réduire la forte dépendance des consommateurs aux énergies industrielles coûteuses; aider les communautés à accéder à l'électricité et à faible prix; promouvoir le développement durable, les

énergies renouvelables et l'environnement; promouvoir une agriculture saine; et éradiquer la pauvreté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a contribué à des échanges d'idées pouvant contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les initiatives menées sont axées sur les trois points suivants :

- La promotion des énergies renouvelables;
- L'égalité des sexes et l'implication des femmes dans le développement durable; et
- Le développement d'un partenariat pour le développement durable.

Kokkienergie a fait comprendre à une large frange de la population et décideurs publics et politiques que l'implication des populations les plus vulnérables est un impératif pour les politiques de protection de l'environnement. Le principe de responsabilité commune à travers l'élaboration de projets participatifs est un défi. Dans sa démarche d'aider à autonomiser les femmes, Kokkienergie a monté et encadré une communauté de 60 femmes dans le village de keur yaba diop sous forme d'un groupement d'intérêt économique (GIE). Elle a trouvé un financement via GREEN/ Sénégal, un projet maraîcher de 60 parcelles qui marche toute l'année, grâce auquel les femmes cultivent de janvier à juin des oignons, des tomates et du « bissap ».